



Grand Conseil
Secrétariat général
Pl. du Château 6
1014 Lausanne

Postulat

(formulaire de dépôt)

A remplir par le Secrétariat du Grand Conseil

N° de tiré à part : 17-POS-238

Déposé le : 31.01.19

Scanné le : _____

Art. 118 et 119 LGC Le postulat charge le CE d'étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de légiférer dans un domaine particulier (attention : le postulat n'impose pas au CE de légiférer, contrairement à la motion et à l'initiative) et de dresser un rapport. Il porte sur une compétence propre ou déléguée du CE. Motivé, le postulat doit exposer clairement la mesure souhaitée ou l'objet du rapport demandé.

Il peut suivre deux procédures différentes : **(a) le renvoi à l'examen d'une commission.**

- Soit le postulant demande expressément, dans son développement écrit, le renvoi direct du postulat à une commission du GC moyennant les signatures d'au moins 20 députés ; dans ce cas, il n'y a pas de débat.

- Soit, lors du développement en plénum et de la discussion, un député ou le CE demande le renvoi à une commission et le GC vote dans ce sens.

(b) la prise en considération immédiate. Un député ou le CE demande la prise en considération immédiate du postulat ; suite au vote du GC, le postulat est soit renvoyé au CE, soit classé.

Délai de réponse dès le renvoi au CE : une année

Titre du postulat

Pour un vrai soutien à la presse et aux médias

Texte déposé

Le 23 janvier dernier, la nouvelle est tombée, inattendue et brutale : l'Hebdo va définitivement cesser de paraître ; le dernier numéro sera disponible le 2 février ! Gros coup de tonnerre dans le paysage médiatique romand, qui a provoqué de très nombreuses réactions.

L'éditeur, Ringier Axel Springer Suisse romande, annonce cette nouvelle par le biais de son directeur Daniel Pillard. Cette décision serait due à la situation financière chroniquement déficitaire du titre depuis 2002 et à la perte de la moitié de ses revenus publicitaires durant les dernières années. 37 collaborateurs sont concernés par cette décision, journalistes de la Newsroom commune du quotidien le Temps et de l'Hebdo, graphistes, personnel des services commerciaux, techniques et administratifs. Nous exprimons notre solidarité envers ces employés. Par ailleurs 150'000 lecteurs se retrouvent orphelins. Daniel Pillard informe qu'il n'y a pas d'alternative à cette décision et qu'elle devrait permettre d'aider plus efficacement le quotidien Le Temps.

L'aventure avait pourtant bien démarré en 1981, il y a plus de 35 ans. Le titre s'était fait une place et même une très belle place dans le paysage médiatique romand, en tant qu'animateur de débat et de voix de la Suisse romande, en tant que terreau pour des journalistes hautement professionnels. Avec son slogan « Bon pour la tête ! », il portait haut les valeurs du journalisme d'investigation.

A la suite des difficultés financières rencontrées, un groupe de travail s'était mis à l'ouvrage pour proposer un projet de nouvel Hebdo, totalement novateur. La nouvelle

maquette a vait été très bien accueillie dans un premier temps et les membres du groupe de travail pensaient que cette nouvelle formule serait viable. Toutefois, l'éditeur n'a pas approuvé le business plan et a refusé de financer ce nouveau projet à perte. Il a également exclu la reprise du titre par les cadres de l'Hebdo. C'est ainsi que la vie d'un titre peut dépendre de décisions prises très loin de son lieu de diffusion.

La fin de l'Hebdo s'ajoute à une série de difficultés de la presse en Suisse romande et on ne peut que s'inquiéter de l'avenir des médias dans nos cantons romands, que ce soit le risque de perte de diversité pour les lecteurs ou de perte d'emplois pour de nombreux journalistes, graphistes et autres collaborateurs. Rappelons-nous des coupes successives à l'AGEFI, qui a perdu 20 collaborateurs en 20 mois, des suppressions de 31 postes chez Tamedia l'automne dernier, qui a touché tant le journal 24 Heures que la Tribune de Genève, de la diminution du nombre de parutions du Courrier, des deux phases de restructuration du Temps durant les cinq dernières années avec à chaque fois 10 à 15 personnes licenciées, des difficultés des télévisions tant publique que privées (RTS, la Télé, etc)

Partout on constate que c'est « la fin des sentiments dans la gestion des titres de presse » comme le dit M. Philippe Amez-Droz, collaborateur scientifique chez Medi@LAB, laboratoire de recherche de l'institut des sciences de la communication, des médias et du journalisme de l'Université de Genève. Il plaide pour redéfinir le secteur public au niveau des médias (RSR, chaînes privées, titres de presse) et pour réfléchir à une aide publique directe ou indirecte de la Confédération.

Le Conseil d'Etat a immédiatement réagi par un communiqué de presse, lors de l'annonce de la Mort de l'Hebdo en annonçant la mise sur pied en urgence d'une rencontre avec l'éditeur. Le Conseiller d'Etat Philippe Leuba, cité par 24 Heures dit « D'un côté, ce qui fait l'essence même de la presse dans une démocratie, c'est son indépendance vis-à-vis de l'Etat, mais de l'autre, l'Etat ne peut pas ne rien faire face au délitement de la presse » Il cite ensuite, en tant que pistes, des améliorations par l'Etat des conditions-cadres vis-à-vis des médias ou, dans la formation des journalistes.

Alors, faut-il chercher des solutions pour aider la presse et les médias ? Ou faut-il, au nom de leur indépendance, les laisser autonomes, au risque de les voir mourir de leur belle mort ? Le débat est ouvert.

Nous croyons, quant à nous, à l'importance d'une vraie presse d'investigation, mais aussi à la valeur de médias de services publics forts et pérennes. Cela nécessite à nos yeux un soutien aux médias privés, mais aussi un maintien de la redevance radio-télé, dans le but de préserver une vraie diversité de l'offre publique et privée.

Notre société est toujours plus tournée vers l'immédiateté de l'information via les divers médias en ligne. On sait tout, et tout de suite ! Des informations brutes et empilées, pas forcément vérifiées, sans contenu rédactionnel, qu'il est intéressant de découvrir pour « être tout-de-suite au courant », mais qui n'apportent rien de plus, voire qui peuvent parfois induire en erreur quand de fausses nouvelles et des rumeurs sont délibérément propagées en ligne.

Qui n'aime pas, quand il a du temps, s'installer confortablement et passer du temps dans la lecture d'un quotidien ou d'un hebdomadaire, dans l'écoute d'une émission de radio ou de télévision qui ne se contente pas de données froides et factuelles, mais favorise la réflexion, la mise en perspective, l'analyse, le travail de fonds, le débat d'idée ? C'est ce qui fait la plus-value du journalisme d'investigation.

Par ce postulat, nous exprimons notre souhait, pendant qu'il est encore temps, que le Conseil d'Etat étudie la faisabilité d'un soutien financier direct ou indirect cantonal et / ou régional aux différents médias romands qui composent la diversité du paysage régional et local. L'étude en question devra examiner les conditions cadres et les formes de ce soutien, en garantissant l'indépendance des médias et en s'inspirant éventuellement d'expériences mises en œuvre ailleurs.

Commentaire(s)

Conclusions

Développement oral obligatoire (selon art. 120a LGC)

(a) renvoi à une commission avec au moins 20 signatures

(b) renvoi à une commission sans 20 signatures

(c) prise en considération immédiate

Nom et prénom de l'auteur :

Induni Valérie

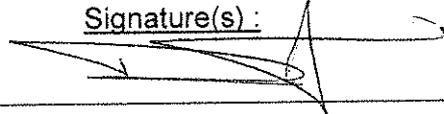
Nom(s) et prénom(s) du (des) consort(s) :

Démétriadès Alexandre

Signature :

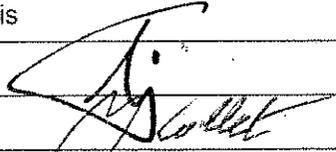
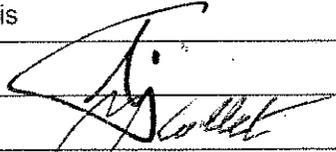
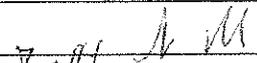
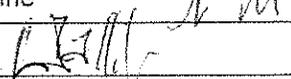
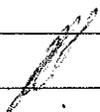
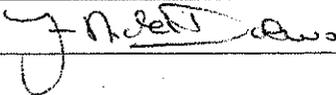
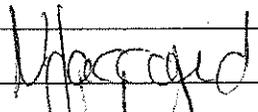
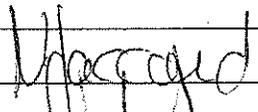
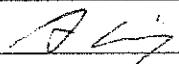
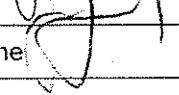
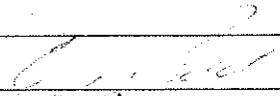
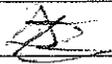


Signature(s) :

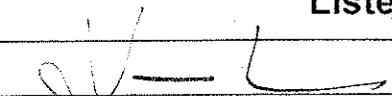
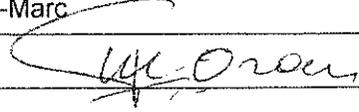
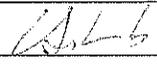
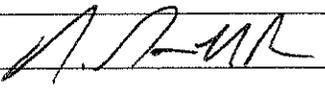
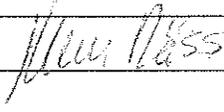
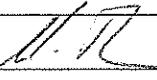
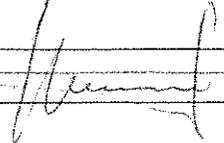
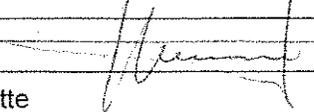
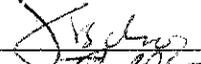
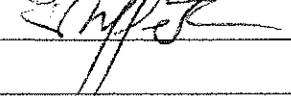
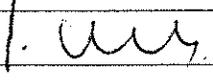
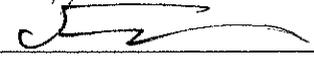
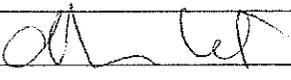
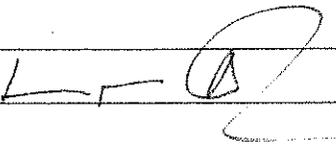


Merci d'envoyer une copie à la boîte mail du Bulletin :
bulletin.grandconseil@vd.ch

Liste des députés signataires – état au 10 janvier 2017

| | | |
|---|--|--|
| Aminian Taraneh  | Christin Dominique-Ella | Ehrwein Nihan Céline  |
| Ansermet Jacques | Clément François | Epars Olivier |
| Attinger Doepper Claire | Clivaz Philippe  | Favrod Pierre-Alain |
| Aubert Mireille  | Collet Michel  | Ferrari Yves |
| Baehler Bech Anne  | Cornamusaz Philippe | Freymond Isabelle |
| Ballif Laurent  | Courdesse Régis | Freymond Cantone Fabienne |
| Bendahan Samuel | Creteigny Gérald | Gander Hugues  |
| Berthoud Alexandre | Creteigny Laurence | Genton Jean-Marc |
| Bezençon Jean-Luc | Croci-Torti Nicolas | Germain Philippe |
| Blanc Mathieu | Crottaz Brigitte  | Glauser Nicolas |
| Bolay Guy-Philippe | Cuérel Julien | Glauser Sabine  |
| Bonny Dominique-Richard | Debluë François | Golaz Olivier |
| Bory Marc-André | Décosterd Anne | Grandjean Pierre |
| Bovay Alain | Deillon Fabien | Grobéty Philippe |
| Buffat Marc-Olivier | Démétriadès Alexandre | Guignard Pierre |
| Butera Sonya | Desmeules Michel | Haldy Jacques |
| Cachin Jean-François | Despot Fabienne | Hurni Véronique |
| Chapalay Albert | Devaud Grégory | Induni Valérie |
| Chappuis Laurent | Dolivo Jean-Michel  | Jaccard Nathalie  |
| Cherubini Alberto | Donzé Manuel | Jaccoud Jessica  |
| Cherbuin Amélie  | Ducommun Philippe | Jaquet-Berger Christiane  |
| Chevalley Christine | Dupontet Aline | Jaquier Rémy |
| Chevalley Jean-Rémy | Durussel José | Jobin Philippe |
| Chollet Jean-Luc | Duvoisin Ginette  | Jungclaus Delarze Suzanne |
| Christen Jérôme  | Eggenberger Julien  | Kappeler Hans Rudolf |

Liste des députés signataires – état au 10 janvier 2017

| | | | | | |
|-------------------------|---|-----------------------|---|-------------------------|---|
| Keller Vincent |  | Neyroud Maurice | | Sansonnens Julien |  |
| Kernen Olivier |  | Nicolet Jean-Marc | | Schaller Graziella | |
| Krieg Philippe | | Oran Marc |  | Scheiker Carole | |
| Kunze Christian | | Pahud Yvan | | Schobinger Bastien | |
| Labouchère Catherine | | Pernoud Pierre-André | | Schwaar Valérie | |
| Lio Lena | | Perrin Jacques | | Schwab Claude |  |
| Luisier Christelle | | Podio Sylvie | | Sonnay Eric | |
| Mahaim Raphaël | | Probst Delphine | | Sordet Jean-Marc | |
| Maillefer Denis-Olivier |  | Randin Philippe |  | Stürner Felix | |
| Manzini Pascale | | Rapaz Pierre-Yves | | Surer Jean-Marie | |
| Marion Axel | | Räss Etienne |  | Thalmann Muriel |  |
| Martin Josée | | Rau Michel | | Thuillard Jean-François | |
| Mattenberger Nicolas |  | Ravenel Yves |  | Tosato Oscar | |
| Matter Claude | | Renaud Michel |  | Treboux Maurice | |
| Mayor Olivier | | Rey-Marion Alette | | Trollet Daniel | |
| Meienberger Daniel | | Rezso Stéphane | | Tschopp Jean |  |
| Meldem Martine | | Richard Claire | | Uffer Filip |  |
| Melly Serge |  | Riesen Werner | | Urfer Pierre-Alain | |
| Meyer Roxanne | | Rochat Nicolas |  | Venezelos Vassilis |  |
| Miéville Laurent | | Romano Myriam | | Voiblet Claude-Alain | |
| Miéville Michel | | Roulet Catherine |  | Volet Pierre | |
| Modoux Philippe | | Roulet-Grin Pierrette | | Vuillemin Philippe | |
| Mojon Gérard | | Rubattel Denis | | Wüthrich Andreas | |
| Montangero Stéphane |  | Ruch Daniel | | Wyssa Claudine | |
| Mossi Michele | | Rydlo Alexandre |  | Züger Eric | |